



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction générale des médias et des industries culturelles

Consultation publique
sur les normes de la radio numérique

Avril 2012

Le Gouvernement a été saisi en décembre 2011 d'une demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel afin que la norme DAB+ soit ajoutée aux normes déjà autorisées pour la diffusion de la radio numérique de terre (RNT) en France. Cette demande s'appuie sur les travaux menés dans le cadre de l'Observatoire de la radio numérique, mis en place par le Conseil, qui permettent de constater un développement important de cette norme en Europe et le souhait émis par plusieurs acteurs nationaux de radio de pouvoir l'utiliser en France.

Le DAB+ offre la même qualité audio que la norme DMB déjà autorisée dans les bandes III et L, mais permet, comparativement, d'accroître le nombre de radios par multiplex diffusé et de réduire ainsi le coût de diffusion de chacune d'elles. De nombreux terminaux compatibles avec cette norme sont aujourd'hui disponibles dans les pays l'ayant adoptée, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique ou encore la Suisse.

Si la norme DAB+ devait être autorisée dans les bandes III et L., il serait nécessaire de modifier l'arrêté du 3 janvier 2008 *relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis* pris en application de l'article 12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Aussi, dans la perspective d'une réponse à la demande du Conseil, le Gouvernement souhaite recueillir l'avis des acteurs concernés sur l'opportunité d'introduire la norme DAB+ dans les bandes III et L.

Par ailleurs, l'arrêté en vigueur autorise les usages :

- des normes DVB-H et DVB-T pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de radio numérique dans les bandes IV et V à destination des récepteurs de télévision numérique terrestre ;
- de la norme DRM pour la diffusion par voie hertzienne terrestre de services de radio en ondes longues, moyennes et courtes (fréquences inférieures à 30 MHz) ;
- des normes DVB-SH en bandes L et S et ETSI SDR en bande L pour la diffusion par voie hybride satellitaire et terrestre des services de radio.

Pour ces voies complémentaires de diffusion de la radio numérique, cette consultation est donc également l'occasion de s'interroger sur la pertinence des normes retenues à moyen et plus long terme.

Tel est l'objet de la présente consultation lancée conjointement par le ministre de la culture et de la communication et le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

Les réponses devront être transmises **avant le 20 mai 2012** par voie postale ou par voie électronique à :

Monsieur le Directeur général de la compétitivité, de l'industrie et des services
Consultation sur la radio numérique

ou par mél. : consultation-radio.dgcis@finances.gouv.fr

et

Madame le Directeur général des médias et des industries culturelles
Consultation sur la radio numérique

182, rue Saint Honoré
75033 PARIS Cedex 01
ou par mél. : consultation-radio.dgmic@culture.gouv.fr

Les réponses seront considérées comme publiques et pourront être mises en ligne sur les sites internet respectifs de la DGMIC et de la DGCIS, à l'exception des éléments dont la confidentialité sera explicitement demandée. Les réponses pourront utilement être appuyées par des documents ou études complémentaires, qui resteront confidentiels.

* * * * *

La norme DAB+ est aujourd'hui déployée ou en cours de déploiement dans plusieurs pays d'Europe. Comparativement à la norme DMB, elle permet d'accroître le nombre de radios diffusées par multiplex et de réduire ainsi le coût de diffusion de chacune d'elles. Elle offre en revanche a priori une capacité d'enrichissement et d'interactivité moindre que le DMB.

La norme DAB+ pourrait être autorisée, en complément ou à la place de la norme DMB, sur les bandes de fréquences III (174-230 MHz) et L (1452-1492 MHz). En fonction des appels à candidatures que pourrait lancer le Conseil supérieur de l'audiovisuel, cette autorisation permettrait à chaque éditeur radiophonique de choisir le mode de diffusion le plus approprié à son service : soit le DMB, soit le DAB+.

Il est rappelé qu'en l'état actuel de la législation¹, la diffusion de services de RNT auprès d'au moins 20 % de la population française impliquerait une obligation de compatibilité des récepteurs avec toutes les normes effectivement utilisées dans les bandes III et L pour diffuser des services de RNT.

- **Q1 – Vous paraît-il opportun de modifier à très court terme la réglementation afin d'autoriser l'usage du DAB+ dans les bandes de fréquences III et L, en complément ou en substitution du DMB déjà autorisé ? Veuillez préciser les raisons de votre réponse.**
- **Q2 – Dans l'hypothèse où la norme DAB+ ne serait pas introduite à très court terme dans la réglementation, une introduction ultérieure vous paraît-elle opportune ? A quelles conditions ? Veuillez préciser les raisons de votre réponse.**
- **Q3 – En cas d'autorisation de la norme DAB+, cette autorisation ferait référence à la spécification TS 102 563 de l'ETSI. Ceci appelle-t-il des observations de votre part ?**

¹ V de l'article 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur.

L'arrêté en vigueur prévoit également l'usage d'autres normes de diffusion pour les voies complémentaires de diffusion des services de radio numérique, que ce soit pour la radio numérique par voie hertzienne terrestre dans les bandes IV et V et sur les fréquences de l'audiovisuel inférieures à 30 MHz, ou pour la radio numérique par voie hybride satellitaire et terrestre en bandes L et S. La liste des normes autorisées pourrait être modifiée, à plus ou moins long terme, pour inclure de nouvelles normes, telles par exemple que le DVB-T2 en bande IV et V, le profil « T2-Lite » permettant la diffusion en mobilité.

- **Q4 – Pour les voies complémentaires de diffusion de la radio numérique visées par l'arrêté, considérez-vous que la liste des normes autorisées doit être modifiée ? Pourquoi et à quelle échéance ?**

- **Q5 – Plus généralement, avez-vous d'autres commentaires sur les évolutions technologiques de la diffusion de la radio numérique ?**